

CCTP

LOT 00 : CLAUSES COMMUNES

MAITRE D'OUVRAGE

CCI ILE DE LA REUNION
5bis, rue de Paris
97404 Saint Denis cedex

MAITRE D'ŒUVRE

URBAN ARCHITECTES
23, rue de la Plage
97434 Saint-Gilles-les-Bains

SOMMAIRE

00.01 DÉFINITION DE L'OPÉRATION– ALLOTISSEMENT – RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS	3
00.01.01 DÉFINITION DE L'OPÉRATION	3
00.01.02 DÉCOMPOSITION DES TRAVAUX EN LOTS	3
00.01.03 RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS.....	3
00.02 CONTENU DU PRIX DES MARCHES	3
00.03 RÉGLEMENTATIONS CONCERNANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DU MARCHÉ.....	4
00.03.01 OBLIGATION DE RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION	4
00.03.02 TEXTES LÉGISLATIFS ET TEXTES RÉGLEMENTAIRES.....	5
00.03.03 TEXTES ET RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX.....	5
00.03.04 TEXTES ET DOCUMENTS TECHNIQUES	5
00.03.05 RÉGLEMENTATION EUROPÉENNE.....	7
00.03.06 DIRECTIVE « PRODUITS DE CONSTRUCTION »	8
00.03.07 NORMES HARMONISÉES	9
00.03.08 RÈGLES DE CALCUL « EUROCODES »	9
00.03.09 RÉACTION AU FEU DES MATÉRIAUX « EUROCLASSES »	10
00.04 NATURE ET QUALITÉ DES MATERIAUX ET PRODUITS	10
00.05 CHOIX DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	12
00.05.01 PRODUIT DÉFINI PAR UNE MARQUE NOMMÉMENT DÉSIGNÉE « OU ÉQUIVALENT »	12
00.05.02 PRODUIT À PROPOSER PAR L'ENTREPRENEUR.....	12
00.06 RESPONSABILITÉ ET OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR.....	12
00.07 CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES.....	13
00.08 RÉGLEMENTATIONS ET DOCUMENTS CITÉS DANS LES CCTP.....	13
00.08.01 CONNAISSANCE DES RÉGLEMENTATIONS ET DES DOCUMENTS CONTRACTUELS	13
00.08.02 DATES DE PRISE D'EFFET DES CCTG, DTU, NORMES, ETC.....	14
00.09 RÉGLEMENTATION SÉCURITÉ INCENDIE.....	14
00.09.01 RÉACTION AU FEU DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	14
00.09.02 COMPORTEMENT AU FEU DES OUVRAGES.....	14
00.10 RÉGLEMENTATIONS CONCERNANT LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ DES OUVRIERS.....	14
00.10.01 SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ SUR LES CHANTIERS	14
00.10.02 SÉCURITÉ DES OUVRIERS LORS DES TRAVAUX DE TERRASSEMENTS.....	15
00.10.03 SÉCURITÉ DES OUVRIERS CONTRE LES CHUTES	15
00.11 INSTALLATION DE CHANTIER.....	16
00.11.01. INSTALLATIONS COMMUNES DE CHANTIER.....	16
00.11.02. DEPENSES COMMUNES.....	16
00.11.03. GESTION DES DÉCHETS DE CHANTIER	17
00.12 DÉPENSES D'INTÉRÊT COMMUN - COMPTE PRORATA	17

00.01 DÉFINITION DE L'OPÉRATION– ALLOTISSEMENT – RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS

00.01.01 DÉFINITION DE L'OPÉRATION

Construction d'un bâtiment comprenant 4 entrepôts pour le compte de la CCI ILE DE LA REUNION sur la parcelle AT N°131 située dans la ZI N°1 de la commune du Port

Le bâtiment est livré clos couvert, sans finitions intérieures, avec attentes fluides
Le terrain d'assiette est aménagé : aire de livraison, espaces verts, clôture

00.01.02 DÉCOMPOSITION DES TRAVAUX EN LOTS

L'ensemble des travaux de la présente opération est divisé en **9** lots, à savoir :

Lot 01 : GROS ŒUVRE / MAÇONNERIE
Lot 02.1 : CHARPENTE / COUVERTURE
Lot 02.2 : BARDAGE
Lot 03 : MENUISERIE EXTERIEURE
Lot 04 : METALLERIE / SERRURERIE
Lot 05 : PEINTURE EXTERIEURE
Lot 06 : PLOMBERIE
Lot 07 : ELECTRICITE
Lot 08 : VRD

00.01.03 RÉGLEMENTATION DES MARCHÉS

Il est ici rappelé la réglementation des Marchés à laquelle les entrepreneurs seront soumis.

A- MARCHÉS PUBLICS

Les présents marchés sont de type : marché public
Les marchés publics sont réglementés par le CCAG (Cahier des clauses administratives générales) applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés publics, version entrée en vigueur le 1er avril 2021

Ce CCAG définit d'une façon générale les droits et les obligations de chaque partie contractante.

B- MARCHÉS À PRIX GLOBAL FORFAITAIRE

Les présents marchés sont de type : marché à prix global et forfaitaire
Sont compris dans le montant du Marché porté à l'Acte d'engagement de chaque entreprise tous les travaux utiles et nécessaires au parachèvement de leurs travaux : mise en conformité architecturale (selon prescriptions dossier Marché, ...), mise en conformité administrative (selon prescriptions du Permis de construire, ...), mise en conformité réglementaire (selon avis du Contrôle technique, ...), reprise et finitions dans le cadre des levées de réserves de réception, y compris celles découlant des autres corps d'état dans la mesure où ces travaux requièrent la compétence de l'entreprise.

00.02 CONTENU DU PRIX DES MARCHES

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés, avant la remise de leur offre :

- Avoir pris pleine connaissance de tous les documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites et lieux et des terrains d'implantation, des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités ;
- Avoir procédé à une visite détaillée des lieux et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, en accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains (couche superficielle, venues d'eau, etc.), à l'exécution des travaux à pied d'œuvre ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication, de transport, lieux d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eaux, installations de chantiers, éloignement des décharges publiques ou privées, accès et pistes de chantiers, etc.) ;
- Avoir pris connaissance :
 - De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics
 - De la présence de canalisations, conduites ou câbles de toute nature, ainsi que des travaux nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
 - De la réalisation simultanée d'autres ouvrages, ou de toute autre cause ;
- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, notamment celles données par le CCTP, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels près du maître d'œuvre et le cas échéant du bureau de contrôle, et du bureau d'études techniques, et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (service de l'Équipement, services municipaux, service des Eaux, Électricité de France, Gaz de France, services de sécurité, de télécommunication, câble télédistribution, etc.).

Le prix des marchés comprend toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution des ouvrages confiés, y compris tous les frais, prévus ou non, pour arriver au parfait achèvement des travaux, sans aucune exception ni réserve, tous les travaux nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages, les charges financières relatives aux exigences du bureau de contrôle, le cas échéant l'obtention des Consuel et l'essai des équipements tels que prévus aux Avis techniques et au CCTP et les frais de compte prorata et interentreprises, qui ne saurait être modifiés pour quelque cause que ce soit. Le prix comprend également les études, notes de calcul et plans.

00.03 RÉGLEMENTATIONS CONCERNANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DU MARCHÉ

00.03.01 OBLIGATION DE RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION

La réalisation des travaux des présents marchés devra impérativement respecter tous les textes, dispositions, spécifications, prescriptions et autres, régissant les travaux objets des marchés.

Sont rappelés ci-après les différents textes, documents et autres constituant cette réglementation.

Tous ces textes, documents et autres constituant cette réglementation sont « pièces contractuelles » des présents marchés (sauf précisions contraires ci- après).

Les textes, documents et autres constituant la réglementation à respecter ne sont pas joints matériellement aux marchés, mais chaque entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement les connaître.

Par la signature de son marché, chaque entrepreneur s'engage à respecter cette réglementation.

Cette réglementation est constituée par :

- Les textes législatifs (lois) et les textes réglementaires (décrets, arrêtés, etc.) ;
- Les textes et règlements généraux ;
- Les textes et documents techniques.

Obligations contractuelles

Seront documents contractuels pour l'exécution du ou des présents marchés tous les documents énumérés ci-dessous.

00.03.02 TEXTES LÉGISLATIFS ET TEXTES RÉGLEMENTAIRES

Toutes les lois, décrets, arrêtés, circulaires et autres concernant tout ou parties des travaux des présents marchés.

00.03.03 TEXTES ET RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX

Devront être respectés ces textes et règlements dans la mesure où l'exécution des travaux des présents marchés entre dans leur domaine d'application.

- Code civil.
- Code de la construction et de l'habitation.
- Code de la santé publique.
- Code du travail.
- Code général des collectivités territoriales.
- Code des communes.
- Code de l'environnement.
- Code de l'urbanisme.
- Code de la consommation.
- Règlement sanitaire national et/ou départemental.
- Réglementation sécurité incendie.
- Textes relatifs à la sécurité et à la protection de la santé sur les chantiers.
- Réglementations acoustiques.
- Législation concernant les conditions de travail et l'emploi de la main-d'œuvre.
- Textes relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement.
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier.
- Textes concernant les déchets de chantier.
- Législation concernant les travaux de désamiantage.
- Règlements municipaux et/ou de police relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier.
- Règles Véritas-Socotec-Securitas.
- et tous autres textes réglementaires et législatifs ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité, etc.

00.03.04 TEXTES ET DOCUMENTS TECHNIQUES

Documents techniques unifiés

Seront documents contractuels pour les présents marchés tous les documents DTU, qu'ils fassent l'objet d'une norme ou non, comprenant :

- Les Cahiers des charges (CC) ou Cahiers des clauses techniques (CCT) ;
- Les Cahiers des clauses spéciales (CCS) ;
- Les Règles de calcul ;

- Les mémentos, guides, instructions, etc. ;
- Tous les autres documents ayant valeur de DTU.

Caractère contractuel des DTU/CCTG

Les DTU cités comme « Documents contractuels » dans le CCTP des présents marchés, ont un caractère contractuel pour :

- Toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en œuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc.

Autres documents contractuels

Il est rappelé que, en dehors des cas cités ci-dessus, tout autre texte (norme expérimentale, DTU, mémento) peut être rendu applicable par la voie contractuelle.

Obligations par les assureurs du respect des DTU.

L'assemblée plénière des sociétés d'assurances dommages a défini qu'étaient couverts dans le cadre du contrat de responsabilité décennale en risque normal :

- Un ouvrage traditionnel réalisé par une entreprise qualifiée dans le cadre des spécifications des DTU, ou autres documents reconnus.

Il est rappelé qu'en dehors de toute obligation contractuelle ou réglementaire, le Code des assurances prévoit que « l'assuré est déchu de tout droit à garantie en cas d'observation inexcusable des règles de l'Art, telles qu'elles sont définies par les réglementations en vigueur, les documents techniques unifiés ou les normes... » (article A. 243.1).

Normes

Les différents types de normes à respecter sont les suivants :

- NF : norme française homologuée.
- NF EN : norme française homologuée provenant d'une norme européenne.
- NF EN ISO : norme française homologuée provenant d'une norme européenne qui a une origine internationale.
- NF ISO : norme française homologuée d'origine internationale.
- FD ISO : fascicule de documentation d'origine internationale.

Remarque

- Le préfixe NF signifie norme homologuée.
- Le préfixe XP ou l'absence de préfixe signifie norme expérimentale.
- Le préfixe FD ou l'absence de préfixe signifie Fascicule de documentation.
- L'indice DTU P signifie statut originel de DTU.

Règles de calcul non DTU

Ces règles seront à respecter dans le cas où elles sont mentionnées dans les documents particuliers du marché (CCTP).

Documents du CSTB

Les Cahiers des prescriptions communes (CPT) ainsi que les autres documents du CSTB mentionnés dans les documents particuliers du marché (CCTP) sont à respecter.

Avis techniques

Les matériaux, équipements ou procédés de construction nouveaux, non couverts par les DTU et normes, peuvent faire l'objet de procédure d'Avis technique, avec certificat de suivi et de marquage.

Pour tous les matériaux et produits qui relèvent de la procédure de l'« Avis technique », il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits ayant fait l'objet d'un Avis technique.

L'entrepreneur devra toujours fournir l'Avis technique en cours de validité pour les matériaux et produits concernés.

Pour tous les matériaux, équipements ou procédés de construction faisant l'objet d'une procédure d'Avis technique, les assureurs ne prennent en garantie que ceux titulaires de cet Avis technique.

Dans certains cas, les assureurs peuvent en plus de l'Avis technique, imposer des conditions particulières.

Dans le cas de mise en œuvre de matériaux, équipements ou procédés de construction soumis à Avis technique, l'entrepreneur aura intérêt à prendre contact avec son assureur à ce sujet.

Règles ou recommandations professionnelles

Certains organismes professionnels ont édicté des Règles professionnelles ou des recommandations professionnelles, qui définissent et précisent, en l'absence de DTU spécifique, les règles de l'Art et les modalités d'exécution de leur domaine.

Le respect de ces règles ou recommandations, sauf pour celles figurant sur la liste de la C2P, n'a pas de caractère obligatoire, sauf mention expresse dans les documents particuliers du marché.

Avis de chantier

Procédure d'urgence d'agrément d'un matériau ou procédé de construction nouveau, dite « Avis de chantier ».

S'il s'avère impératif de mettre en œuvre sur le chantier pour l'une ou l'autre raison, un matériau ou procédé de construction nouveau non prévu à l'origine, l'entrepreneur doit engager une procédure d'urgence d'agrément pour obtenir un « Avis de chantier » qui peut être établi par un organisme de contrôle agréé.

Les frais de cette procédure sont à la charge de l'entrepreneur dans le cas où il est le responsable de cet impératif de remplacement de matériau ou procédé de construction ; dans le cas contraire, ils sont à la charge du maître d'ouvrage.

Règles ou prescriptions de mise en œuvre

Les règles ou prescriptions de mise en œuvre où le Cahier des charges de mise en œuvre établi par le fabricant devra toujours être respecté par l'entrepreneur.

Agréments ou procès-verbaux d'essais

Les agréments ou procès-verbaux d'essais peuvent être exigés de l'entrepreneur pour des produits ou procédés dits « techniques non courantes » ne faisant pas l'objet d'un Avis technique ni de procédure ATEX, ni d'autre agrément.

Ces agréments ou procès-verbaux d'essais peuvent être établis par des organismes agréés tels que le CEBTP, le LNE, le Bureau Veritas, etc.

00.03.05 RÉGLEMENTATION EUROPÉENNE

Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs.

Elles sont applicables aux travaux des présents marchés pour toutes celles qui ont été transposées pour qu'elles deviennent applicables dans l'ordre juridique français.

Ci-dessous la réglementation générale ; les CCTP des différents lots précisent la réglementation applicable pour chacun des lots.

00.03.06 DIRECTIVE « PRODUITS DE CONSTRUCTION »

Directive 89/106/CEE du 21 décembre 1988, modifiée par la directive 93/68/CEE du Conseil du 22 juillet 1993 transposée en France par le décret no 92-647 du 8 juillet 1992 (JO du 14 juillet 1992), remanié par le décret no 95-1051 du 20 septembre 1995 (JO du 27 septembre 1995).

Le décret no 92-647 du 8 juillet 1992 est intitulé : décret no 92-647 concernant « l'aptitude à l'usage des produits de construction ».

Un « produit de construction » est défini comme suit par la directive : « Tout produit fabriqué en vue d'être incorporé, assemblé, utilisé ou installé de façon durable dans des ouvrages tant de bâtiment que de génie civil ».

La directive impose six exigences essentielles auxquelles doivent répondre les ouvrages dans lesquels ces « produits de construction » sont incorporés :

- Résistance mécanique et stabilité.
- Sécurité en cas d'incendie.
- Hygiène, santé et environnement.
- Sécurité d'utilisation.
- Protection contre le bruit.
- Économie d'énergie et isolation thermique.

Marquage CE

Le marquage CE indique que le produit est conforme aux normes nationales applicables qui transposent les normes harmonisées, à un agrément technique européen ou à l'une des spécifications techniques nationales indiquées à l'article 4-3 de la directive et que le système d'attestation de conformité établi par la décision de la Commission concernant le produit a été appliqué.

Remarque :

Le marquage CE ne remplace pas les marques de qualité, l'objet du marquage CE est de répondre aux exigences réglementaires et d'assurer la libre circulation des produits en cause dans l'Espace économique européen.

Guides d'agréments techniques européens

Ils sont établis par l'EOTA et confirment l'aptitude à l'usage de produits de construction.

Agréments techniques européens (ATE) : ils sont établis par l'EOTA et sont généralement délivrés après la rédaction d'un « Guide d'agrément européen » d'un produit de construction, en principe pour les produits non normalisés (comme les Avis techniques en France).

Euro-agréments : ils sont établis par l'UEAtc, procédure qui constitue un prolongement des agréments nationaux existants (ils ne doivent pas être confondus avec les Agréments techniques européens).

Attestation de conformité

Les produits qui font l'objet d'une attestation de conformité sont présumés conformes aux spécifications techniques au sens de l'article 4 de la directive. Cette conformité est établie au

moyen d'essais ou d'autres vérifications sur la base des spécifications techniques, conformément à l'annexe III de la directive.

00.03.07 NORMES HARMONISÉES

Les normes européennes harmonisées, dont les références sont publiées au Journal officiel des Communautés européennes (JOCE) définissent les spécifications techniques dont les professionnels ont besoin pour produire et mettre sur le marché des produits conformes aux exigences essentielles.

La conformité à ces normes n'est pas obligatoire mais les administrations nationales sont obligées de reconnaître aux produits conformes aux normes harmonisées une présomption de conformité aux exigences essentielles.

Les références correspondantes des normes françaises transcrivant les normes européennes harmonisées pouvant être utilisées pour l'application de la réglementation sont publiées au Journal officiel de la République française (JORF ou JO).

00.03.08 RÈGLES DE CALCUL « EUROCODES »

Les neuf règles de calcul Eurocodes ont déjà été éditées en tant que prénormes européennes et intégrées à titre expérimental dans les collections nationales :

Eurocode 1 - Bases du projet et actions sur les ouvrages.

Eurocode 2 - Constructions en béton.

Eurocode 3 - Constructions en acier.

Eurocode 4 - Constructions mixtes acier-béton.

Eurocode 5 - Constructions en bois.

Eurocode 6 - Constructions en maçonnerie.

Eurocode 7 - Géotechniques et fondations.

Eurocode 8 - Constructions parasismiques.

Eurocode 9 - Constructions en alliage d'aluminium.

Les Eurocodes sont élaborés en deux temps :

Tout d'abord, les Eurocodes sont rédigés et publiés en tant que prénorme européenne (ENV), afin d'être expérimentés pour une durée de trois ans sur des projets de construction. Durant cette période, les règles nationales coexistent avec les Eurocodes.

À ce stade, la publication par l'Afnor comprend l'Eurocode, sous la forme du texte de la prénorme européenne (ENV) tel qu'adopté dans sa totalité par le CEN, accompagné du Document d'application nationale (DAN). Ce dernier ne fait pas l'objet d'un document séparé mais est intégré tout au long du texte et doit être utilisé conjointement.

Ensuite, les Eurocodes sont convertis en normes européennes (EN).

Ces règles Eurocodes sous forme de normes européennes expérimentales ne sont pas applicables pour le moment, sauf si elles sont citées dans les documents particuliers du marché.

Règles Eurocodes converties en normes européennes :

Les deux premières normes Eurocodes sont actuellement disponibles dans leur forme définitive :

* EN 1990 :

- Base du projet et actions sur les ouvrages ;
- Base pour la conception des ouvrages.

* NF EN 1991-1-1 (mars 2003) : Eurocode 1 - Actions sur les structures - Partie 1-1 : actions générales - Poids volumiques, poids propres, charges d'exploitation des bâtiments.

Ces normes sont applicables depuis début 2003 pour la France, après la sortie de l'Annexe nationale.

Elles ne sont pas d'application obligatoire pendant une période de 3 ans, pendant laquelle les deux règles de calcul nationales et européennes pourront cohabiter.

Mais les normes européennes fondées sur les Eurocodes ne seront pas des normes harmonisées. Elles resteront des normes volontaires et, par conséquent, les États ne seront pas obligés d'abandonner leurs règles nationales concernant les mêmes domaines. Il leur sera seulement demandé, s'ils décident de conserver ces règles, de faire en sorte qu'elles n'empêchent pas l'utilisation, en alternative, des Eurocodes.

00.03.09 RÉACTION AU FEU DES MATÉRIAUX « EUROCLASSES »

En application de la directive européenne 89/106 du 21 décembre 1988, l'Union européenne a fait paraître une série de normes harmonisées.

Parmi ces normes, la norme EN 501 (novembre 1994) Produits de couverture en tôle métallique - Spécification pour les produits de couverture en feuille de zinc totalement supportés définit les caractéristiques de « réaction au feu » des produits de construction.

Ces textes européens ont été transcrits en droit français par l'arrêté du 21 novembre 2002 - Euroclasses qui distingue deux catégories :

- Les produits de construction ;
- Les produits d'aménagement.

Les produits de construction comprennent deux familles :

- Les produits pour revêtements de sol ;
- Les autres produits.

Les produits d'aménagement ne font pas partie des Euroclasses, ils restent dans le domaine du classement « M » français.

Les produits de construction relèvent des Euroclasses.

Le classement de ces produits est donné à l'Annexe 1 de l'arrêté du 21 novembre 2002.

Les produits de construction autres que les revêtements de sol sont classés de A à F. Les revêtements de sol sont classés de AFL à FFL.

Deux autres critères ont été ajoutés :

- La production de gouttelettes ou particules enflammées au cours des essais : critères d0 à d2 ;
- La production de fumée définie par les critères S1 à S3.

Les textes réglementaires français relatifs à la sécurité incendie ne vont pas être repris, car l'Annexe 4 de l'arrêté susvisé fixe la correspondance entre le classement « M » et les Euroclasses.

00.04 NATURE ET QUALITÉ DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Les matériaux et produits devant être mis en œuvre dans les ouvrages du marché du présent lot devront impérativement répondre aux conditions et prescriptions ci-après.

Les matériaux et produits prévus dans les DTU (CCTG) ou faisant l'objet de normes NF ou EN ou ISO devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.

Les matériaux et produits dits « non traditionnels », non prévus dans les DTU (CCTG) et ne faisant pas l'objet de normes NF ou EN ou ISO, devront selon le cas :

- Faire l'objet d'un Avis technique ou d'un Agrément technique européen ;
- Être admis à la marque NF ;
- Être titulaires d'une « Certification » ou d'un label ;
- Avoir reçu un « Avis de chantier » (Procédure d'urgence).

L'entrepreneur pourra demander à ses assureurs et au bureau de contrôle, le cas échéant, l'accord sur le matériau ou le produit concerné, en présentant toutes justifications apportant les preuves de son aptitude à l'emploi et son équivalence.

En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra en aucun cas mettre en œuvre un matériau ou un produit qui ne serait pas pris en garantie par ses assureurs.

Les produits « tout prêts » du commerce devront être livrés sur chantier dans leur emballage d'origine. Cet emballage comportera tous les renseignements voulus.

Produits certifiés - Marques de qualité

La certification des produits est codifiée dans le Code de la consommation (Livre 1, Titre 1, Chapitre 5 : Parties législative et réglementaire).

De nombreux produits, matériaux, équipements, etc., ont fait l'objet d'une certification ou d'une marque de qualité.

Ces produits certifiés comportent un marquage clairement visible avec le sigle correspondant NF, CTB, ATG, QUALIF, CEKAL, ACERFEU, etc., lorsque le maître d'ouvrage l'exige dans les documents particuliers du marché, ou lorsque l'entrepreneur doit justifier l'aptitude à l'emploi du produit par des essais et vérifications qui seront à ses frais.

Par les organismes de contrôle technique et les assureurs :

- Soit la certification ;
- Soit des justifications apportant les preuves que le produit est équivalent, ces justifications étant à la charge de l'entrepreneur.

L'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante.

Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernées.

Certification ISO 9000 :

Dans les fiches d'information sur un produit apparaît très souvent la référence à une certification ISO 9000.

Cette certification ne concerne pas les performances du produit fini. Elle garantit seulement que tous les produits sortant de fabrication ont une qualité conforme à celle du modèle annoncé certifié ou non.

Contrôle et réception des matériaux sur chantier :

Le maître d'œuvre se réserve le droit de procéder à des contrôles de conformité des matériaux, fournitures sur chantier avant mise en œuvre.

Pour les produits et matériaux relevant d'un Avis technique, d'une qualification NF ou d'une certification, le contrôle se bornera à la vérification du marquage et au contrôle de l'aspect et de l'intégrité des produits.

En ce qui concerne les autres matériaux, l'entrepreneur devra justifier leur conformité.

00.05 CHOIX DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Selon le cas, le choix des matériaux et produits à mettre en œuvre est du ressort du maître d'œuvre, ou à proposer par l'entrepreneur.

00.05.01 PRODUIT DÉFINI PAR UNE MARQUE NOMMÉMENT DÉSIGNÉE « OU ÉQUIVALENT »

La qualité et provenance des matériaux peuvent être précisées dans le contrat, afin de garantir une bonne exécution d'un ouvrage. Cela ressort soit du Cahier des charges, soit des instructions du maître d'œuvre. Le titulaire du marché (ou ses sous-traitants) devra, en outre, être en mesure de prouver la provenance des matériaux utilisés. La mention de spécifications techniques, normes ou « marques » peut être perçue également comme étant l'empreinte d'un souci de qualité et de perfection de la part du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur aura toujours la faculté de proposer au maître d'œuvre un produit d'une autre marque en apportant la preuve que ce produit est équivalent en tant que tenue dans le temps, robustesse, résistance, tenue des teintes, aspect du fini, possibilité de nettoyage, etc.

L'acceptation du maître d'œuvre des matériaux ou produits proposés par l'entrepreneur devra faire l'objet d'un accord écrit.

00.05.02 PRODUIT À PROPOSER PAR L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur proposera à l'agrément du maître d'œuvre les produits en fonction du résultat souhaité, des contraintes techniques, permettant d'atteindre les performances, tenue dans le temps, aspect du fini, etc., voulus.

00.06 RESPONSABILITÉ ET OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

Il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de chantier, dont notamment :

- Nature et type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation ;
- Pose en intérieur ou à l'extérieur ;
- Conditions particulières rencontrées pour le chantier ;
- Compatibilité des matériaux entre eux, etc.

Pour les matériaux et produits proposés par le maître d'œuvre, l'entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères ci-dessus. Dans le cas contraire, il fera par écrit au maître d'œuvre les observations qu'il jugera utiles.

Le maître d'œuvre prendra alors les décisions à ce sujet.

L'entrepreneur est contractuellement réputé s'être assuré, avant la remise de son offre, par ses calculs propres et son expérience d'entrepreneur, que les ouvrages d'étanchéité prévus au présent projet répondent en tous points à la réglementation (DTU, normes, etc.) compte tenu des données du chantier.

Dans le cas contraire, l'entrepreneur fera par écrit au maître d'œuvre les remarques et observations qu'il jugera utile.

Obligation de résultat :

Dans le cadre contractuel de son marché, l'entrepreneur sera soumis à une obligation de résultat, c'est-à-dire qu'il devra livrer au maître d'ouvrage l'ensemble des ouvrages en complet et parfait état de finition en conformité avec la réglementation et les prescriptions du présent document, et il devra toutes les fournitures et prestations nécessaires quelles qu'elles soient pour obtenir ce résultat.

00.07 CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de la présente opération est constitué de plusieurs documents, à savoir :

- Les Clauses communes à tous les lots : présent document ;
- Les Cahiers des clauses techniques particulières : un document par lot.

L'ensemble de ces documents, même matériellement dissociés, constitue un ensemble et forme le CCTP contractuel.

Ce CCTP a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur la soumission ou sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

Chacun des entrepreneurs participant à l'opération est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le CCTP contractuel tels qu'ils sont énumérés ci-avant et notamment les CCTP de tous les lots.

À ce sujet, il est formellement stipulé qu'en aucun cas un entrepreneur ne pourra opposer entre eux les différents documents constituant le CCTP contractuel.

En tout état de cause, il est précisé que dans le cas éventuel de divergences implicites ou explicites entre ces documents, la décision sera du ressort du maître d'œuvre.

00.08 RÉGLEMENTATIONS ET DOCUMENTS CITÉS DANS LES CCTP

00.08.01 CONNAISSANCE DES RÉGLEMENTATIONS ET DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

Chaque entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

En ce qui concerne les DTU, CCTG, il faut entendre tous les fascicules, additifs, amendements, errata, modificatifs, etc., connus à la date précisée ci-dessous, sauf spécifications expresses différentes dans le CCAP.

00.08.02 DATES DE PRISE D'EFFET DES CCTG, DTU, NORMES, ETC.

Les textes législatifs ne peuvent être mis en application qu'après publication au JO (à moins que le législateur n'ait expressément prévu une autre date de mise en vigueur). Les textes réglementaires peuvent être applicables dans un certain délai après sa parution au JO ou à une date précisée.

En ce qui concerne les CCTG, DTU ou normes :

- Pour toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en œuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc., ce sont les prescriptions des DTU et des normes qui prévaudront ;
- Pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, ce sont les clauses du CCTP qui prévaudront.
- Pour ce qui est des textes « Consistance des travaux » ou autres textes ayant le même objet, figurant dans les DTU/CCTG, ce sont toujours les spécifications du CCTP qui prévaudront.

00.09 RÉGLEMENTATION SÉCURITÉ INCENDIE

00.09.01 RÉACTION AU FEU DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

En ce qui concerne les exigences de réaction au feu des matériaux et produits, il ne pourra être mis en œuvre que ceux répondant au classement requis par la réglementation pour l'emploi envisagé.

Les étiquetages d'identification des produits et matériaux devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal d'essai.

00.09.02 COMPORTEMENT AU FEU DES OUVRAGES

Pour ce qui concerne le comportement au feu des ouvrages en place, ceux-ci devront toujours répondre aux degrés coupe-feu et/ou degré pare-flamme, et autres exigences, le cas échéant, exigés par la réglementation en fonction du type de locaux, de l'implantation, de la situation, etc., de l'ouvrage considéré.

Il incombera à l'entrepreneur de s'assurer que les matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre répondent bien aux exigences de la réglementation Sécurité contre l'incendie du local concerné, il en prendra la responsabilité.

En tout état de cause, il incombera à l'entrepreneur et/ou à son fournisseur, d'apporter la preuve que la réaction au feu des matériaux et produits et le comportement au feu des ouvrages de son marché répondent à la réglementation incendie en vigueur.

00.10 RÉGLEMENTATIONS CONCERNANT LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ DES OUVRIERS

00.10.01 SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ SUR LES CHANTIERS

Les chantiers sont soumis, en matière de sécurité et de protection de la santé, aux dispositions législatives en vigueur à ce sujet.

Les entrepreneurs seront contractuellement tenus de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Tous les frais en découlant pour les entrepreneurs sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés.

00.10.02 SÉCURITÉ DES OUVRIERS LORS DES TRAVAUX DE TERRASSEMENTS

L'entrepreneur doit prendre toutes dispositions pour respecter la réglementation à ce sujet, notamment le décret no 65-48 du 8 janvier 1965 (Titre 4) et plus particulièrement les points suivants :

Article 64 - Avant tous travaux de terrassement à ciel ouvert, s'assurer auprès des services de voirie et des propriétaires de terrains de la présence de canalisations, vieilles fondations, terres rapportées, etc. Dans le cas de présence de canalisations, l'article 178 du décret du 8 janvier 1965 oblige la signalisation de ceux-ci et la présence d'un surveillant afin que la pelle mécanique ne s'approche pas à moins de 1,50 m de ceux-ci.

Article 66 - Les fouilles de plus de 1,30 m de profondeur de largeur inférieure aux 2/3 de la hauteur doivent être blindées. Ces blindages doivent suivre l'avancement des travaux.

Article 73 - Il faut aménager une berme de 40 cm, dégagée en permanence de tout dépôt.

Article 75 - Les fouilles en tranchées ou en exécution doivent comporter les moyens nécessaires à une évacuation rapide des personnes, par exemple une échelle à proximité de la zone de travaux.

Article 76 - Lorsque les travailleurs sont appelés à franchir une tranchée de plus de 40 cm de largeur, des moyens de passage doivent être mis à leur disposition.

00.10.03 SÉCURITÉ DES OUVRIERS CONTRE LES CHUTES

Réglementation française

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer, dans tous les cas, la protection contre les chutes du personnel amené à travailler ou à circuler sur la toiture, conformément à la réglementation en vigueur :

Décret no 65-48 du 8 janvier 1965 concernant l'exécution des dispositions du Livre II du Code du Travail - Titre III ;

DTU 43.3 (juin 1995) Travaux de bâtiment- Mise en œuvre des toitures en tôles d'acier nervurées avec revêtement d'étanchéité- Partie 1 : Cahier des clauses techniques- Partie 2 : Cahier des clauses spéciales (référence commerciale des parties 1/2 du DTU 43.3- Annexe B.

Pour les toitures réalisées en matériaux fragiles notamment, l'entrepreneur devra également prendre toutes dispositions pour garantir le personnel contre les chutes à travers la toiture, conformément à la réglementation en vigueur :

Recommandation R 191 du 10 juin 1981 de la CNAM.

Directive européenne

Une nouvelle directive 2001/45 CE du 27 juin 2001 est parue, il s'agit de la directive sur le travail en hauteur.

Les buts de cette directive sont de diminuer sensiblement le nombre d'accidents, d'assurer une même protection pour tous les travailleurs européens et d'alléger le coût économique des accidents.

Compte tenu des nombreuses règles pour la protection contre les chutes de hauteur contenues dans la réglementation française, la directive entraîne assez peu de modifications, à cela près que les règles et conditions d'utilisation des équipements les plus courants (échelles, échafaudages) sont désormais applicables à tous les secteurs. Ceci dit, les textes renforcent les prescriptions en échafaudage par exemple, en introduisant des prescriptions pratiques quant aux techniques de cordes.

00.11 INSTALLATION DE CHANTIER

00.11.01. INSTALLATIONS COMMUNES DE CHANTIER

Les installations communes de chantier seront à la charge et réalisées par l'entreprise titulaire du LOT GROS ŒUVRE ; Cette entreprise devra donc réaliser à minima :

- L'installation d'un panneau de chantier
- La réalisation et l'entretien des voies d'accès provisoires pour le chantier.
- L'installation et l'entretien des clôtures de chantier. Cette clôture comprendra l'ensemble des points d'accès nécessaires au chantier.
- Portails provisoires avec système de fermeture à clé permettant la fermeture complète de la zone chantier.
- L'installation et l'entretien de bungalows de chantier (Salle de Réunion pour 20 personnes aménagée et climatisée, bureau, réfectoire, vestiaires et sanitaires)
- L'installation d'une zone de lavage des engins suivant réglementation en vigueur
- Le repérage des réseaux existants et le raccordement des installations sur ceux-ci.
- L'ensemble de ces installations sera mis en place et entretenu pour la durée des travaux, compris toute location et dépose après coup, et pour l'ensemble des lots.

L'ensemble de ces installations seront conformes à la législation en cours, et respecteront toutes les règles de sécurité et d'hygiène en vigueur.

L'implantation, les emplacements et le cas échéant, les emprises sur la voie publique, des installations de chantier seront réalisées suivant le plan d'installation de chantier dû par le lot GROS ŒUVRE, et en accord avec le C.S.P.S.

Toutes ces dispositions sont incluses dans les prix du marché.

L'ensemble de ces installations devra être adapté au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Ces installations seront laissées, au libre choix des entreprises mais en accord avec l'architecte, le coordonnateur S.P.S., le contrôleur Technique, l'OPC et le Maître d'Ouvrage.

00.11.02. DEPENSES COMMUNES

La gestion des dépenses communes relatives au fonctionnement des installations de chantier est assurée par le titulaire du GROS ŒUVRE, dans le cadre du compte prorata qui devra faire l'objet d'une convention spécifique soumise à l'ensemble des intervenants.

Il s'agit de régir les dépenses communes nécessaires au bon fonctionnement du chantier. Les dépenses communes comprennent la consommation d'eau, d'électricité et de téléphone.

Les frais de nettoyage des abords ou toute autre dépense nécessaire au bon achèvement général des travaux et les frais de gardiennage.

Nota : Les entreprises sont propriétaires de leurs ouvrages jusqu'à la réception des travaux de ce fait toute dégradations antérieures ne pourra être imputées au maître d'ouvrage.

00.11.03. GESTION DES DÉCHETS DE CHANTIER

Art L541-2 du code de l'environnement

Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'EN ASSURER (ou d'en faire assurer) LA GESTION et en est RESPONSABLE jusqu'à leur élimination ou valorisation finale.

Imputation des frais de gestion, de traitement et d'élimination des déchets

Tous les frais et coûts de la gestion sur chantier, des traitements de valorisation et/ou d'élimination des déchets de chantier sont assurés par le titulaire du lot GROS OEUVRE dans le cadre des dépenses communes

Seront considérés inclus dans la valeur des prix unitaires toutes les dispositions relatives à la gestion des déchets et notamment :

- La mise en place des bennes, conteneurs, etc. compris les panneaux signalétique, toutes protections, etc.
- Les chargements dans les bennes, conteneurs, etc. compris toutes sujétions de manutentions, de tris, etc.
- Les transports allers et retours jusqu'au(x) centre(s) de stockage et / ou de valorisation compris toutes taxes (T.G.A.P, etc.)
- Les nettoyages réglementaires et la remise en état de la voirie.

Les bennes, conteneurs, etc. seront disposés suivant les recommandations de l'Architecte. Les bennes, conteneurs, etc. seront évacués chaque fois que leur capacité de stockage sera atteinte. AUCUNE benne DÉBORDANTE ne sera tolérée sur le chantier.

Les entreprises prendront toutes les mesures de protection de leur installation afin d'empêcher tout déchargement de gravois et déchets parasites (n'appartenant pas au chantier). Cette disposition sera considérée incluse dans la valeur des prix unitaires.

Pour mémoire, une attention toute particulière doit être apportée aux « ouvrages » en bois déposés en démolition, ceux-ci devant être traités contre les termites avant leur évacuation du chantier et la mise en décharge

Tri des déchets

Devront obligatoirement être triés sur chantier les déchets suivants :

- Les déchets inertes recyclables
- Les déchets non dangereux valorisables
- Les déchets non dangereux non valorisables
- Les déchets de plâtre
- Les déchets dangereux

Utilisation des bordereaux de suivi des déchets (BSD) pour garantir la traçabilité des déchets dangereux, non dangereux et inertes.

Les filières de valorisations seront privilégiées.

00.12 DÉPENSES D'INTÉRÊT COMMUN - COMPTE PRORATA

En l'absence de réglementation particulière, les dépenses d'intérêt commun et le compte prorata seront traités selon les dispositions du CCAG - Travaux privés (norme NF P 03-001, octobre 2017)

Il est rappelé à ce sujet, les dispositions du chapitre 14 et les Annexes A, B, C et D du CCAG - Travaux privés (norme NF P 03-001, octobre 2017) - Cahier des clauses administratives générales applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés privés, dont notamment les articles suivants :

14.1 - Imputation :

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux ou prestations prévus au descriptif et qui ne sont pas affectés par l'annexe A ou B de la présente norme sont inscrites à un compte spécial dit « compte prorata » géré et réglé comme il est dit ci-dessous à l'article 14.2.

Ne constituent en aucun cas des dépenses d'intérêt commun les fournitures ou ouvrages destinés à être reçus par le maître d'ouvrage et qui auraient été omis dans les documents du marché.

Le Cahier des clauses administratives particulières peut prévoir que certaines prestations d'intérêt commun, qu'il énumère, sont fournies par le maître d'ouvrage.

14.2 - Gestion et règlement du compte prorata

14.2.1 - Les modalités de gestion et de règlement du compte prorata sont fixées, en l'absence de convention particulière, par l'annexe C du présent document.

14.2.2 - Si une convention particulière est conclue, copie de cette convention est adressée pour information au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de 15 jours à compter de sa conclusion, par la personne chargée de la gestion du compte prorata.

14.2.3 - Dans les 45 jours qui suivent la réception des travaux, la personne chargée de la tenue du compte prorata adresse au maître d'œuvre une attestation faisant apparaître la situation de chaque entrepreneur vis-à-vis du compte prorata. Cette attestation, que le maître d'œuvre joint au décompte définitif adressé au maître d'ouvrage :

- Soit déclare que l'entrepreneur est en règle quant à ses obligations au titre du compte prorata ;
- Soit indique la somme dont celui-ci est encore redevable à ce titre.

Convention établie par l'OGBTP :

L'OGBTP a établi en 1995 une « Convention pour l'établissement, la gestion et le règlement du compte prorata ».

Les entrepreneurs pourront opter pour les dispositions de cette convention en place des dispositions du chapitre 14 du CCAG, (norme NF P 03-001, octobre 2017) Marchés privés, sous réserve qu'elle n'entraîne aucune incidence financière supplémentaire pour le maître d'ouvrage.